



HAL
open science

Représenter les conflits environnementaux frontaliers en Amérique du Sud, enjeux d'un exercice cartographique

Melisa Cran, Carlos Suárez, Marion Daugeard, Nina Montes de Oca,
Marie-Noëlle Carré

► To cite this version:

Melisa Cran, Carlos Suárez, Marion Daugeard, Nina Montes de Oca, Marie-Noëlle Carré. Représenter les conflits environnementaux frontaliers en Amérique du Sud, enjeux d'un exercice cartographique. 2012, <https://confins.revues.org/7672>. 10.4000/confins.7672 . halshs-01411082

HAL Id: halshs-01411082

<https://shs.hal.science/halshs-01411082>

Submitted on 7 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Confins

Revue franco-brésilienne de géographie / Revista
franco-brasilera de geografia

15 | 2012
Número 15

Représenter les conflits environnementaux frontaliers en Amérique du Sud, enjeux d'un exercice cartographique

**Melisa Cran, Carlos Suárez, Marion Daugeard, Nina Montes de Oca et
Marie-Noëlle Carré**



Éditeur
Hervé Théry

Édition électronique

URL : <http://confins.revues.org/7672>
ISBN : 978-2-8218-1334-2
ISSN : 1958-9212

Ce document vous est offert par
Bibliothèque Sainte-Barbe



Référence électronique

Melisa Cran, Carlos Suárez, Marion Daugeard, Nina Montes de Oca et Marie-Noëlle Carré,
« Représenter les conflits environnementaux frontaliers en Amérique du Sud, enjeux d'un
exercice cartographique », *Confins* [En ligne], 15 | 2012, mis en ligne le 24 juin 2012, consulté le 07 décembre
2016. URL : <http://confins.revues.org/7672> ; DOI : 10.4000/confins.7672

Ce document a été généré automatiquement le 7 décembre 2016.



Confins – Revue franco-brésilienne de géographie est mis à disposition selon les termes de la licence
Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions
4.0 International.

Représenter les conflits environnementaux frontaliers en Amérique du Sud, enjeux d'un exercice cartographique

Melisa Cran, Carlos Suárez, Marion Daugeard, Nina Montes de Oca et
Marie-Noëlle Carré

- 1 Ces documents cartographiques ont été élaborés par des étudiant.e.s de l'institut des Hautes Etudes d'Amérique latine (IHEAL) à l'occasion de leur formation en cartographie numérique (2011-2012). L'apprentissage technique s'est articulé avec une réflexion plus ample, menée à partir d'une nomenclature des conflits environnementaux frontaliers en Amérique du sud (Gudynas, 2007), et d'enseignements en droit de l'environnement (G. Mazet). A la veille du Troisième sommet de la Terre il peut sembler anecdotique d'aborder la question environnementale au prisme de mouvements à géométrie variable, aux acteurs très diversifiés, et aux vocations hétérogènes, face aux enjeux de développement en Amérique latine. Qu'ont en commun les oppositions à des infrastructures régionales, la protestation contre les fumigations agro-chimiques, ou contre l'ouverture d'exploitations minières à ciel ouvert avec les deux piliers centraux de Rio +20 ? La lutte contre la pauvreté par l'économie verte, et l'institutionnalisation mondiale du développement durable sont posées en solutions à première vue plus transversales aux problèmes environnementaux.
- 2 Loin de se situer en marge des débats de la conférence internationale des Nations Unies, les trois cartes suivantes¹ interrogent sous l'angle de la controverse, certaines modalités de valorisation des territoires ancrées dans l'essor des dynamiques d'intégration régionales.
- 3 Qu'il s'agisse des projets transnationaux de l'Initiative d'Intégration Régionale Sud-Américaine (IIRSA), du Plan Colombia, ou encore du partage de l'hydro-électricité du barrage d'Itaipu, les trois conflits soulignent une première fragilité de la gouvernance de

la région que les pays latino-américains tentent de promouvoir face à l'extérieur. Ces initiatives participent de la reconfiguration géographique des territoires face à la mondialisation et sont données pour preuves d'une capacité du continent à dépasser les contraintes physiques de ses espaces, à maîtriser les flux illégaux de substances illicites à planifier à long terme l'usage des ressources énergétiques. Or, parallèlement, cette capacité semble mise à mal par des crispations latentes sur les frontières, avivées au moindre empiètement de pouvoir ou au moindre écart attentant contre la souveraineté nationale sur les ressources naturelles. Entraînés par la (re)-primarisation – soit le poids croissant des échanges de matières premières dans les Produits Intérieurs Bruts nationaux – les rouages d'une économie mondialisée semblent fonctionner à plein régime mais menacent d'être enrayés par le moindre soubresaut politique, social, économique. Alors que P. Veltz argumentait que les territoires des « lieux et des liens » (2008), organisés en un archipel productif mondial irait en s'accroissant, dans les trois conflits les réseaux globalisés d'entreprises transnationales et l'épaisseur territoriale des angles morts nationaux s'entrechoquent en de complexes configurations. Les politiques publiques incitatives menées par les gouvernements y jouent un rôle fondamental, quoique parfois ambigu : le « nouveau développement extractiviste » (Svampa, 2010), ou le contrôle des territoires par la table rase agrochimique apparaissent comme des moyens diversifiés de mener à bien des objectifs économiques dépassant leur propre échelle.

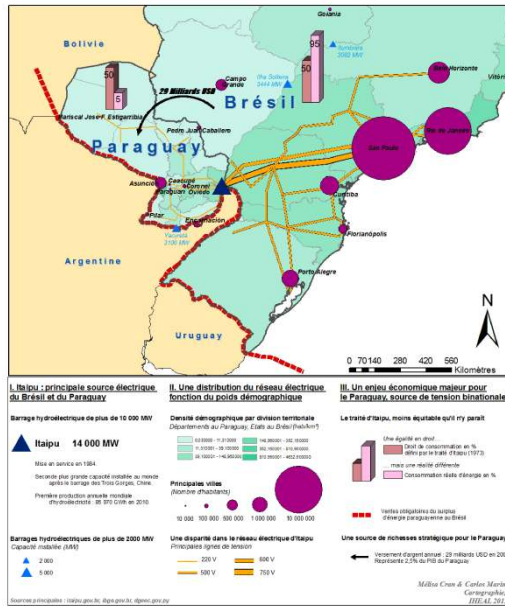
- 4 Néanmoins, il semble difficile de réduire le devenir de ces espaces à une inéluctable déterritorialisation (Haesbaert, 2002 ; Dematteis, 2002). Propulsés dans une économie qui fonctionne selon des logiques globales, ces lieux en conflit font aussi l'objet, pour la plupart d'entre eux, d'une appropriation spécifique qui se heurte aux projets de leur réduction à la fonctionnalité. Cette appropriation, de nature hétérogène, qui mobilise des acteurs différents et fluctue dans le temps ne se restreint pas à un déploiement locale. Elle aussi s'incorpore selon un degré variable d'intensité, à la scène internationale. Les trois conflits cartographiés rendent compte d'une grande diversité d'intérêts, peu aisés à articuler les uns avec les autres, mais qui brossent un tableau relativement complet des répertoires d'action mis en œuvre. A la frontière Equateur-Colombie, c'est par la voix d'Organisations non Gouvernementales sanitaires que prend chair le combat des petits paysans contre les fumigations de glyphosate sur leurs terres. Elles sont à leur tour portées par le gouvernement équatorien dans un argumentaire en compétition avec son voisin. Le cas du barrage hydro-électrique d'Itaipu exemplifie les protestations liées à la réalisation d'équipements régionaux : construction de la ligne électrique à haute tension entre le Venezuela et le Brésil à travers le Parc naturel national Canaima ; oppositions au système de transport du MAP ; projet de barrage hydro-électrique sur le Rio Madeira ; retentissements médiatiques de l'opposition de l'assemblée d'habitants de Gualaguaychu (Argentine) contre l'installation d'une entreprise de pâte à papier à Fray Bentos (Uruguay). Enfin, l'articulation de la route régionale *Transpantanal*, de l'exploitation minière avec la mise en danger d'un écosystème spécifique et la superposition transfrontalière d'un territoire indigène à El Mutún (frontière brésiliano-bolivienne) vaut pour exemple du télescopage des formes de valorisation des territoires activé par l'organisation d'un archipel productif intégré à l'échelle régionale.
- 5 Ces oppositions empruntent parfois la même voie que les logiques d'implantation des entreprises transnationales dans le but de gagner l'attention des médias et de légitimer une argumentation construite autour de la préservation d'équilibres écologiques spécifiques. Ces modalités posent tout d'abord la question du droit de l'environnement,

tirillée entre les pôles visionnaires et pragmatiques (Azuela, 2006). Le premier est surtout défendu, au-delà de tout cadre législatif national et international par des Organisations non Gouvernementales soucieuses de préserver des espaces « naturels », mais aussi de gagner la bataille à la compétitivité et à la visibilité face aux autres ONGs. Le second interpelle les juristes de l'environnement, les objets du litige contenant mal dans les échelles de gestion habituellement convoquées, ou dans les attributions sectorielles des différentes compétences des états. Les étudiants eux-mêmes ont eu du mal à représenter ensemble les différentes échelles de ces conflits, dont les thématiques recouvrent diverses catégories dans lesquelles sont généralement classées ces dissensions : conflit d'aménagement, de légitimité, etc. Ensuite, dans le même ordre d'idée, cet ajustement imparfait des intérêts, des niveaux d'action et de gestion pose la question de la productivité territoriale de ces controverses d'ordre sociotechnique. Ces dernières engagent la construction d'un savoir-faire réglementaire, scientifique, administratif de la part des opposants (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001) : mais comment réformer les cadres de l'action publique lorsque celle-ci doit prendre en compte des territoires frontaliers, mais aussi des acteurs économiques qui se guident selon les dynamiques de la globalisation ?

- 6 Pour conclure, on peut affirmer, à la suite d'A. Azuela et P. Mussetta (2008) que ces conflits, loin d'être animés par des acteurs vivant « dans un monde de fantaisie » sont bien portés par « quelque chose de plus que l'environnement », et qu'à leur manière ils s'insèrent dans les deux axes retenus pour Rio+20. En interpellant les acteurs du Sommet sur les injustices socio-spatiales de l'aménagement territorial planifié à l'échelle régionale, c'est bien à la question de la lutte contre la pauvreté qu'il est fait référence. Et la question de l'adaptation des outils juridiques de gestion de l'environnement ouvrent un défi de taille pour l'institutionnalisation du développement durable à l'échelle mondiale.

Le barrages d'Itaipu

La dissymétrie du barrage d'Itaipu : au-delà d'une distribution inégale d'énergie, un désaccord sur le prix

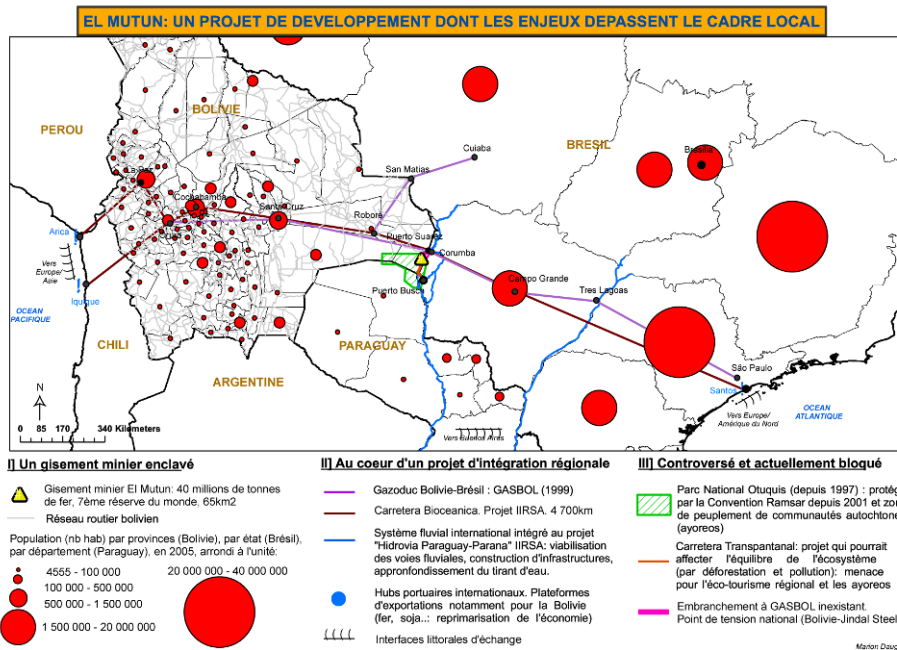


Le traité d'Itaipu, à l'origine de la construction de barrages homologues, a été signé en 1973 sous les dictatures du gouvernement paraguayen (Général Stroessner) et brésilien (Général Médici) et permet à chaque pays un droit de consommation de 50% sur l'énergie produite. Cette part était largement supérieure aux besoins du Paraguay, celui-ci est contraint par ce même traité de revendre son surplus d'énergie uniquement au Brésil, qui avait apporté 90% du financement pour la construction du barrage. Cette clause est sujette, depuis longtemps, à une forte contestation de la part du Paraguay, du fait des très faibles tarifs en vigueur. En décembre 2011, le Brésil brésilien a finalement accepté de tripler les prix d'achat des ressources électriques provenant d'Itaipu.

Pour plus d'informations sur le sujet :
 Cécile Lamanque (2008), Le traité d'Itaipu entre le Paraguay et le Brésil : un scandale qui a trop duré.
 Caserio R. (2007), Itaipu, conflicts o equidad entre Paraguay y Brasil. Agencia Latinoamericana de Información.
 Valérie Fourcaud-Thoreux (2009), Relation Brésil-Paraguay : la montée des tensions. Observatoire des Amériques.

© Melisa Cran et Carlos Suárez

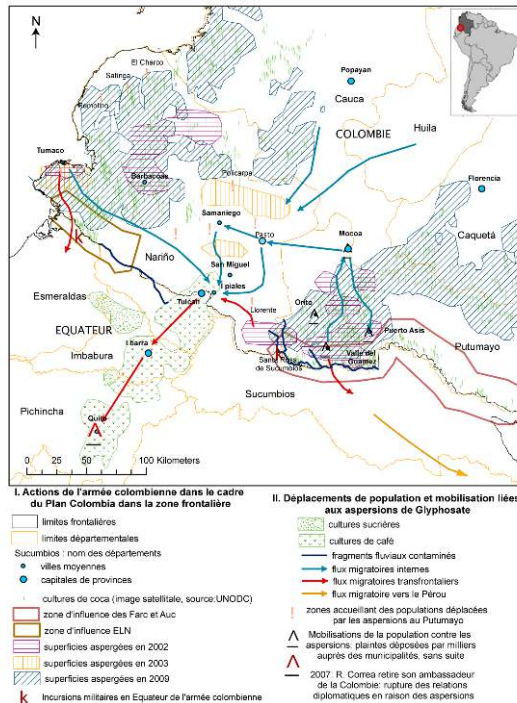
Le projet El Mutun



© Marion Daugeard

Du roundup sur les plantations de coca

Aspersions de Glyphosate (Roundup) sur les cultures illicites de coca :
un conflit socio-environnemental frontalier entre Colombie et Equateur
qui menace la souveraineté de l'Equateur



© Nina Montes dos Oca

BIBLIOGRAPHIE

- Azuela, A. *Visionarios y pragmáticos. Una aproximación sociológica al derecho ambiental*. México: Universidad Nacional Autónoma de México - Instituto de Investigaciones Sociales, 537 p., 2006.
- Azuela, A. e Mussetta, P. « Quelque chose de plus que l'environnement. Conflits sociaux dans trois aires naturelles protégées du Mexique » Paris : *Problèmes d'Amérique latine*, n.70, 13-39, 2008.
- Callon, M., Lascoumes, P., Barthe, Y. *Agir dans un monde incertain*, Paris : Seuil, collection « La Couleur des idées », 357 p., 2001.
- Dematteis, G. « De las regiones-área a las regiones-red. Formas emergentes de gobernabilidad regional ». In: SUBIRATS. (Ed.) *Redes, territorios y gobierno. Nuevas respuestas globales a los retos de la globalización*. Barcelona: Diputació de Barcelona, 2002.
- Gudynas, E. « Conflictos ambientales en zona de frontera y gestión ambiental en América del sur ». *Gestión Ambiental*, n.13, pp.1-19, 2007.
- Haesbaert, R. « Le mythe de la déterritorialisation ». Paris : *Géographie et Cultures* « Champs et perspectives en géographie culturelle » 40, pp. 53-75, 2002.

Melé, P. « Conflits, territoires, acteurs publics ». In : Melé, Larrue, Rosenberg. (coord.) *Conflits et territoires*. Tours : Presses Universitaires François-Rabelais - Maison de l'Homme « Villes et Territoires », 2003, pp. 13-32.

Svampa, M. « Déconstruire l'imaginaire extractiviste ». *Mouvements* (28 octobre 2010), <http://www.mouvements.info/Deconstruire-l-imaginaire.html>

Veltz, P. *Des lieux et des liens. Essai sur les politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*. Paris: Editions de l'Aube, 156 p., 2008.

NOTES

1. Cartes choisies parmi douze travaux d'étudiants de Master 1 (M1), Master 2 Recherche (M2R), Master 2 Professionnel « Gestion environnementale » et « métiers de la coopération » (M2Pro) de l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine (IHEAL). Les travaux évalués et présentés dans une exposition temporaire à la bibliothèque Pierre-Monbeig (mars-mai 2012) étaient consacrés à la construction de la ligne électrique à haute tension entre le Venezuela et le Brésil (Michel Berger et María Elena Rodríguez (M2R) ; Cindy Chimal et Clémentine Paluszezak (M2Pro)) ; aux barrages hydro-électriques sur le Rio Madeira (Brésil - Bolivie) (Izabel Careno et Natalia Pacheco Cruz (M2Pro)); à la construction d'infrastructures routières dans la région Madre de Dios -Acre - Pando (MAP) (Brésil - Pérou - Bolivie) (Marine Eyraud (M2Pro) ; Diego Jacob et Florence West (M2Pro)); à la mine à ciel ouvert de El Mutún (Bolivie-Brésil) (Marion Daugeard (M1)) ; au barrage hydro-électrique d'Itaipu (Brésil-Paraguay) (Melisa Cran et Carlos Marin Suárez (M2Pro)); à la mine à ciel ouvert de Pascua Lama (Argentine-Chili) (Edith Caballero et Andrea Cujar (M2Pro)) ; aux entreprises de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine-Uruguay) (Bastien Beaufort (M2R) ; Camille Catherine et Virginie Maillard (M2Pro)), aux aspersions de pesticide à base de glyphosate (*Round Up*) à la frontière Equateur-Colombie (Nina Montes de Oca (M1) ; Juliana Giraldo Castro et Fabiola Juárez Lizardi (M2Pro)).

AUTEURS

MELISA CRAN

Étudiant en Master 2 « Gestion Environnementale » Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3 Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine (IHEAL)

CARLOS SUÁREZ

Étudiant en Master 2 « Gestion Environnementale » Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3 Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine (IHEAL)

MARION DAUGEARD

Étudiante en Master 1 Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3 Institut des Hautes Etudes
d'Amérique latine (IHEAL)

NINA MONTES DE OCA

Étudiante en Master 1 Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3 Institut des Hautes Etudes
d'Amérique latine (IHEAL)

MARIE-NOËLLE CARRÉ

Doctorante en Géographie Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3 Institut des Hautes Etudes
d'Amérique latine (IHEAL) Centre de Recherches et de Documentation des Amériques (CREDA)
marie-noelle.carre@etud.sorbonne-nouvelle.fr